



**Assemblée générale  
Conseil économique et social**

Distr.  
GENERALE

A/48/216  
E/1993/92  
21 juin 1993  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Quarante-huitième session  
Point 92 f) de la liste préliminaire\*

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL  
Session de fond de 1993  
Point 15 i) de l'ordre du  
jour provisoire

**DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE :  
DESERTIFICATION ET SECHERESSE**

Application du Plan d'action pour lutter contre la désertification  
et réalisation du programme de redressement et de relèvement à  
moyen terme dans la région soudano-sahélienne

Rapport du Secrétaire général

**TABLE DES MATIERES**

| <u>Chapitre</u>  | <u>Paragraphes</u> | <u>Page</u> |
|--|--------------------|-------------|
| I. INTRODUCTION . . . . .  | 1 - 2              | 2           |
| II. MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION POUR LUTTER<br>CONTRE LA DESERTIFICATION EN 1991-1992 . . . . .  | 3 - 34             | 2           |
| III. GROUPE DE TRAVAIL INTERINSTITUTIONS POUR LA LUTTE<br>CONTRE LA DESERTIFICATION (IAWGD) ET COORDINATION<br>DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION POUR LUTTER<br>CONTRE LA DESERTIFICATION DANS LE SYSTEME DES<br>NATIONS UNIES . . . . . | 35 - 40            | 10          |
| IV. LE GROUPE CONSULTATIF POUR LA LUTTE CONTRE LA<br>DESERTIFICATION (DESCON) . . . . .  | 41 - 43            | 12          |
| V. MESURES DE FINANCEMENT ET AUTRES MESURES VISANT A<br>ETAYER LE PLAN D'ACTION POUR LUTTER CONTRE LA<br>DESERTIFICATION . . . . .   | 44 - 47            | 13          |
| VI. LES ACTIVITES DU BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LA<br>REGION SOUDANO-SAHELIEENNE (BNUS) EN 1991 ET<br>EN 1992 . . . . .   | 48 - 82            | 14          |

\* A/48/50.

## I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 35/73 du 5 décembre 1980, l'Assemblée générale priait le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) de continuer à lui faire rapport une année sur deux, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, sur l'application d'ensemble du Plan d'action pour lutter contre la désertification. De même, dans sa résolution 39/168 B du 17 décembre 1984, l'Assemblée priait le Conseil d'administration de prendre les dispositions nécessaires à chaque session pour lui présenter un rapport, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, sur l'application, dans la région soudano-sahélienne, du Plan d'action pour lutter contre la désertification.

2. Par sa décision 17/19 A, adoptée le 21 mai 1993, le Conseil a autorisé le Directeur exécutif à soumettre le présent rapport, qui contient son rapport sur l'application, dans la région soudano-sahélienne, du Plan d'action pour lutter contre la désertification, au nom du Conseil, et par l'intermédiaire du Conseil économique et social, à l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session.

## II. MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION POUR LUTTER CONTRE LA DESERTIFICATION EN 1991-1992

### A. Assistance technique aux gouvernements

#### 1. Plans d'action nationaux de lutte contre la désertification

3. Par sa décision 16/22 A du 21 mai 1991, le Conseil d'administration du PNUE priait le Directeur exécutif d'aider, dans la limite des ressources financières disponibles, les pays sujets à la désertification qui le demandent à concevoir des programmes de lutte contre la désertification dans le cadre de leurs plans de développement. C'est pourquoi le PNUE a continué d'aider les Etats membres à élaborer leurs plans d'action nationaux de lutte contre la désertification. Dans le cadre d'initiatives prises conjointement avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le PNUE a assuré une assistance à Bahreïn, aux Emirats arabes unis, à l'Oman et au Yémen aux fins d'élaboration de leurs plans nationaux de lutte contre la désertification. En raison du conflit entre l'Iraq et le Koweït et du transfert du siège de la CESAO, certaines des activités prévues pour la période 1990-1991 ont dû être reportées en 1992-1993.

4. L'assistance que le PNUE fournit aux gouvernements argentin, mongol et péruvien dont le Directeur exécutif avait informé le Conseil à sa seizième session (UNEP/GC.16/16) s'est poursuivie en 1991-1992. Les premiers projets de plans d'action nationaux de lutte contre la désertification ont été élaborés pour le Pérou, en coopération avec l'Office national d'évaluation des ressources naturelles (ONEREN) puis pour l'Argentine, en collaboration avec l'Instituto Argentino de Investigaciones de las Zonas Aridas (IADIZA). Le PNUE a fourni des services de consultants au Gouvernement mongol afin qu'il mette au point la version finale de son projet de plan d'action national de lutte contre la désertification et trois descriptifs de projets qui devraient être soumis à l'évaluation des donateurs lors de l'atelier qui sera organisé en 1993 aux fins d'examen des plans d'action nationaux de lutte contre la désertification.

/...

2. Projets pilotes relevant de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) – Programme d'action du Caire pour la coopération africaine

5. Au cours de la période 1991-1992, le PNUE a continué d'assurer une assistance aux Gouvernements du Mozambique et du Zimbabwe aux fins de formulation et de lancement de projets de village pilotes, par l'intermédiaire de son Centre d'activité du programme pour la lutte contre la désertification. Grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), des projets pilotes ont pu être entrepris au Zimbabwe. Le suivi d'un projet lancé au Mozambique a pâti de la situation politique de la région dans laquelle il a été entrepris.

6. Au titre de l'appui qu'il assure aux projets de village pilotes de la CMAE, le PNUE, en collaboration avec l'Institut des sciences de l'environnement de Nanjing (Chine), a entrepris en 1990 la formation de villageois et de techniciens africains à l'agriculture écologique. En octobre 1992 a été organisé à Nanjing un atelier de formation à l'intention de 20 agriculteurs et de techniciens africains francophones originaires de 17 pays.

B. Activités et réseaux régionaux

7. L'efficacité du rôle que jouent les organisations sous-régionales dans la mise en oeuvre des plans d'action nationaux de lutte contre la désertification a été soulignée par le Comité administratif de coordination (CAC). C'est pourquoi, en 1991-1992, le PNUE a assuré une assistance aux organisations sous-régionales telles que la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (CCDAA), la Conférence des ministres arabes responsables de l'environnement (CAMRE), la Commission africaine des déserts et des terres arides, le Réseau de recherche et de formation à la lutte contre la désertification en Asie et dans le Pacifique (DESCONAP) et l'Equipe spéciale des ONG s'intéressant aux terres arides du Sahel (GONGSA).

Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (CCDAA)

8. Pour donner suite à la demande adressée par la CCDAA aux membres du Groupe de travail interorganisations de lutte contre la désertification en 1989, le PNUE a assuré des services de consultants et une formation aux fins d'appui à la formulation du Plan d'action pour la région Kalahari-Namib (planification intégrée de l'utilisation des terres, surveillance, protection et remise en état des terrains de parcours). En 1991-1992, le PNUE a assuré un appui au Groupe chargé de la coordination du secteur de la gestion de l'environnement et des terres de la CCDAA de façon à aider les pays du Kalahari-Namib à concevoir et élaborer des projets au titre du Plan.

Conférence des ministres arabes responsables de l'environnement (CAMRE)

9. Grâce à son bureau de liaison avec la Ligue arabe du Caire, le PNUE assure une assistance au secrétariat de la CAMRE qui a lancé des programmes prioritaires dans le domaine de l'environnement portant notamment sur la lutte contre la désertification. En collaboration avec le PNUE et l'Organisation de la Ligue arabe pour l'éducation, la culture et la science (ALECSO), la CAMRE a

/...

organisé un atelier sous-régional à l'intention des décideurs consacré à l'expérience acquise dans le cadre du projet de Ceinture verte d'Afrique du Nord et à l'orientation future de ce projet.

Commission africaine des déserts et des terres arides/Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE)

10. Le Centre d'activité du programme pour la lutte contre la désertification du PNUE a continué de faire office de secrétariat de la Commission des déserts et des terres arides de la CMAE et a assuré les services de conférence lors de la cinquième réunion de la Commission tenue à Harare, en 1991. Le PNUE a également aidé la Commission, en lui assurant des services de consultants, à réaliser deux études sous-régionales portant, l'une sur le développement du projet de Ceinture verte d'Afrique du Nord, l'autre sur la mise en valeur de l'aquifère gréseux nubien.

Réseau de recherche et de formation à la lutte contre la désertification en Asie et dans le Pacifique (DESCONAP)

11. Le réseau régional de centres de recherche et de formation dans le domaine de la lutte contre la désertification en Asie et dans le Pacifique qui constitue le DESCONAP a été établi par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) en 1988 grâce à l'appui financier du PNUD et du PNUE. Le Réseau avait pour objet de renforcer la coopération technique entre établissements de recherche et de formation de la région dans le domaine de la lutte contre la désertification grâce au développement des connaissances spécialisées nécessaires aux responsables de l'élaboration des politiques et de la gestion des programmes ainsi qu'à la sélection des projets d'investissement. Dix-huit pays de la région - Afghanistan, Australie, Bangladesh, Chine, Inde, Indonésie, Iran, Japon, Mongolie, Népal, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Viet Nam et quatre pays de la Communauté des Etats indépendants - et trois organismes des Nations Unies [PNUD, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Organisation météorologique mondiale (OMM)], le Programme de coopération dans le domaine de l'environnement pour l'Asie du Sud (SACEP) et un certain nombre d'ONG, dont le Conseil international des femmes, sont devenus membres du Réseau et ont officiellement désigné leur correspondant.

12. Etant donné l'ampleur du problème de la désertification et des conséquences de ce phénomène sur les ressources en terre et les populations de la région, le PNUD et le PNUE ont accordé un haut degré de priorité au réseau DESCONAP.

13. Au cours de la troisième réunion consultative régionale d'évaluation tripartite du projet DESCONAP qui a eu lieu en Thaïlande, en février 1992, les participants ont examiné la question de la deuxième phase du projet ainsi que les activités prévues pour 1992-1993 au titre du Plan d'action pour lutter contre la désertification en Asie et dans le Pacifique jusqu'en l'an 2000.

14. Au cours de la période considérée, le programme de travail a principalement porté sur les activités se rapportant à l'évaluation de la désertification, à la promotion des activités de formation et de recherche dans le domaine de la lutte

contre la désertification, à la coopération technique entre membres du réseau et à la participation des organisations non gouvernementales et des associations de femmes.

15. Dans le cadre du projet DESCONAP, quatre séminaires et ateliers régionaux consacrés à des questions se rapportant à la lutte contre la désertification ont été organisés par la CESAP en coopération avec le PNUE et les établissements régionaux de formation et de recherche. Dans le but de mettre au point des méthodes uniformes pour l'évaluation de la désertification et l'établissement de cartes de la désertification, en novembre 1992, la CESAP a organisé, en coopération avec le PNUE, une réunion d'experts à Téhéran pour les régions de l'Asie et du Pacifique et de l'Asie occidentale, à l'aimable invitation du Gouvernement iranien.

Equipe spéciale des ONG s'intéressant aux terres arides du Sahel (GONGSA)

16. En coopération avec l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), le PNUE a appuyé la constitution et le développement du réseau sous-régional d'information pour les pays du Sahel dénommé "Réseau pour la survie dans les terres arides", en assurant la formation de 35 personnes aux méthodes participatives d'évaluation, en organisant deux réunions régionales de l'Equipe spéciale des ONG s'intéressant aux terres arides du Sahel (GONGSA), en publiant huit numéros du bulletin Haramata et 16 documents sur la question de la désertification et en établissant 18 cartes de la désertification et deux planches murales.

17. Outre sa contribution à l'amélioration de la diffusion des connaissances scientifiques sur la désertification et les incidences de ce phénomène sur le développement dans les pays anglophones et francophones d'Afrique de l'Ouest, le PNUE a assuré un appui aux fins d'élaboration de la déclaration présentée par les organisations non gouvernementales oeuvrant dans le Sahel à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) dans laquelle ces organisations exprimaient leurs préoccupations propres; il les a également aidées à prendre part à l'élaboration de l'Atlas mondial de la désertification.

C. Formation

18. En coopération avec les gouvernements et les établissements régionaux de formation et de recherche, le PNUE a continué d'organiser les programmes de formation à la lutte contre la désertification ayant pour objet de développer les moyens techniques des pays sujets à la désertification de façon qu'ils puissent s'attaquer à ce fléau, et de sensibiliser les intéressés à cette menace. Au cours de la période 1991-1992, le PNUE a organisé des stages, ateliers et séminaires de formation en collaboration avec la CESAP, le Centre arabe d'étude des terres arides et non irriguées (ACSAD), le IADIZA, l'UNEP COM, le projet de Ceinture verte d'Afrique du Nord, l'ALECSO et les Gouvernements argentin, chinois, égyptien, mongol et syrien.

19. Cela a permis de former 231 participants de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine à la gestion des ressources naturelles des terres arides, à des modes de production vivrière viables, à la surveillance et à l'évaluation de la désertification et à l'information du public ainsi qu'à une plus grande utilisation des nouvelles techniques. Conformément à la politique suivie par le

PNUE, la plupart des activités de formation destinées aux pays en développement ont eu lieu dans les pays des régions intéressées : Argentine, Chine, Egypte, Mongolie, République arabe syrienne et Tunisie. De plus, les membres du Groupe de travail interorganisations de lutte contre la désertification, à savoir le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS), l'OMM, la CESAP et l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), ont organisé des stages de formation à la lutte contre la désertification auxquels ont pris part 4 900 personnes originaires de pays en développement touchés par la désertification.

#### D. Evaluation et cartes de la désertification

20. Conformément aux résolutions 39/168 et 44/172 de l'Assemblée générale en date respectivement du 17 décembre 1984 et du 19 décembre 1989, le Centre d'activité du programme pour la lutte contre la désertification, encouragé par la décision 16/22 A du Conseil d'administration, a mené à bien au cours de la période considérée l'examen de quatre grandes initiatives en étroite coopération avec le Centre d'activité du programme pour la Base de données sur les ressources mondiales (GRID) du PNUE, en mettant à profit les données de l'Université de East Anglia (Royaume-Uni) sur le climat, du International Centre for Arid and Semi-arid Lands Studies de l'Université technique du Texas (statistiques relatives aux terres) et du Centre de référence et d'information pédologiques basé aux Pays-Bas (dégradation des sols). Cette activité a fait partie de la contribution générale du PNUE aux préparatifs de la CNUED et a constitué son apport au chapitre 12 du programme Action 21 intitulé "Gestion des écosystèmes fragiles : lutte contre la désertification et la sécheresse".

21. Les études avaient pour objet :

a) D'affiner la définition de la désertification de façon à disposer d'un concept opératoire aux fins d'évaluation et d'établissement de cartes;

b) D'affiner le concept de terres arides de la planète afin de pouvoir quantifier la désertification;

c) De faire le point en matière de désertification à l'échelle de la planète de façon à pouvoir déterminer dans quelle mesure :

- i) Les divers types de terres arides (hyperarides, arides, semi-arides et subhumides sèches) sont touchés;
- ii) Les différents continents y sont sujets;
- iii) Les principales fins auxquelles les terres sont utilisées (cultures irriguées, cultures pluviales et terrains de parcours contribuent à ce phénomène);
- iv) Les terres sont dégradées (dégradation légère ou nulle, modérée, grave, très grave).

22. Les résultats des trois activités susmentionnées, qui ont été examinés par les membres du Groupe de la lutte contre la désertification, du Groupe de travail interorganisations de la lutte contre la désertification et plusieurs

/...

groupes d'experts ont été présentés, par l'intermédiaire du Conseil d'administration à sa troisième session extraordinaire (voir UNEP/GCSS.III/3), à la quatrième session du Comité préparatoire de la CNUED.

23. La quatrième grande initiative consistait en la fourniture d'une assistance aux fins d'élaboration et de publication, par la maison d'édition Edward Arnold Publishers de Londres, de l'Atlas mondial de la désertification où l'on trouve des cartes assorties d'indicateurs thématiques de la désertification. Lors de la CNUED, des exemplaires de l'Atlas ont été mis à la disposition des gouvernements.

24. A la section D de sa décision 16/22, le Conseil d'administration a souligné la nécessité d'affiner la définition de la notion de désertification, en tenant compte des résultats des récents travaux sur l'influence des variations climatiques et sur la résistance des sols. Dans le rapport du Directeur exécutif au Conseil d'administration à sa troisième session extraordinaire intitulé "Situation en ce qui concerne la désertification et mise en oeuvre du Plan d'action des Nations Unies pour lutter contre la désertification" (UNEP/GCSS.III/3), la désertification est définie comme la dégradation des terres des régions arides, semi-arides et subhumides sèches, résultant principalement des incidences néfastes de l'activité de l'homme. Il s'agit d'un processus de dégradation des terres généralisé mais insidieux que connaissent les terres arides qui diffère sensiblement du phénomène des variations cycliques de la production végétale observées sur les marges des déserts ("expansion ou contraction des déserts"), que révèlent les données satellitaires et qui sont liées aux fluctuations climatiques.

25. Pour mieux saisir les relations entre la désertification et les fluctuations climatiques, le PNUE a entrepris, en collaboration avec l'OMM et le Programme international concernant la géosphère et la biosphère, le Conseil international des unions scientifiques (CIUS) et certains services météorologiques nationaux, l'étude des interactions entre la désertification et le climat. La première partie de l'étude, qui sera achevée en 1993, porte sur trois principaux éléments, à savoir : l'impact des changements climatiques sur la désertification, l'impact de la désertification sur le climat et l'impact de la variabilité climatique, y compris la sécheresse, sur la désertification.

26. Le problème de la résistance des sols est plus compliqué dans la mesure où, faute de résultats d'études récentes, la seule chose dont on dispose est l'idée, que partagent certains géographes, selon laquelle les sols des terres arides semblent plus résistants qu'on ne le pensait jusqu'ici. Toutefois, ce sentiment ne deviendra une donnée attestée qu'une fois qu'il aura été procédé à des évaluations fondées sur une foison de mesures effectuées directement sur place plutôt que sur des estimations indirectes globales.

27. Un colloque international sur la résistance des sols et l'utilisation durable des terres organisé, sous les auspices du PNUE entre autres, à Budapest, du 28 septembre au 2 octobre 1992, a permis de réunir 164 scientifiques de 33 pays et de 18 organisations internationales [y compris les commissions et comités permanents de l'Association internationale de la science des sols (AISS)]. Les scientifiques sont parvenus à la conclusion qu'en pédologie, on ne disposait d'aucune définition consacrée de la résistance des sols et que cette caractéristique, qui serait en particulier mesurée par certains paramètres,

/...

n'était pas utilisée par les pédologues. En outre, il s'agissait d'un concept trop flou pour pouvoir être aujourd'hui d'une utilité pratique quelconque. Le colloque a recommandé qu'il soit procédé à une étude de la résistance des sols et à celle de la pertinence de ce concept pour l'exploitation durable des terres, y compris pour l'agriculture. L'AISS va inscrire la question au nombre des domaines scientifiques sur lesquels faire les recherches en priorité. Le PNUE fournit également une assistance en vue de l'organisation en 1994, dans le cadre du quinzième Congrès international de pédologie qui aura lieu à Mexico, d'un colloque sur la résistance et la gestion des sols.

28. Conformément à l'alinéa a) i) du paragraphe 12 de la décision SS.III/1, dans lequel le Conseil d'administration demande au PNUE de mettre résolument l'accent sur les activités tendant à affiner l'évaluation de la désertification notamment aux échelons régional et national, le PNUE a entrepris plusieurs activités. En collaboration avec la CESAP, la FAO et le PNUD, il fournit une assistance en vue de l'élaboration d'un rapport détaillé à l'intention du Secrétaire général, sur la lutte contre l'aridité, l'érosion des sols, la salinité, la saturation des sols en eau, la désertification et les conséquences de la sécheresse en Asie du Sud, comme cela a été demandé dans la résolution 1991/97 du Conseil économique et social. On trouvera dans ce rapport, qui porte sur huit pays de la région dont la population totale dépasse un milliard d'individus, des données détaillées et précises sur la désertification en Asie du Sud. Il sera présenté à la session de fond du Conseil économique et social en 1993 et sera, comme l'avait décidé le Conseil économique et social en 1992, une contribution aux négociations devant aboutir à l'élaboration d'une convention sur la sécheresse et la désertification.

29. Le PNUE a entrepris un projet ayant pour objet de rassembler des données provenant du monde entier sur des projets de lutte contre la désertification ayant été menés à bien avec succès aux échelons local ou national, en vue de les diffuser et de permettre qu'ailleurs, dans les mêmes conditions socio-économiques et écologiques, ces expériences soient reproduites. La base de données qui sera constituée complètera les données relatives à l'ampleur de la désertification dans le monde et contribuera à la mobilisation des ressources nécessaires pour lutter contre la désertification. En collaboration avec le PNUD et d'autres organismes des Nations Unies, un appui est assuré aux fins de renforcement des moyens dont disposent les pays en développement aux échelons national et régional pour évaluer la désertification aux niveaux local, provincial et national. L'objet de cette initiative est de parvenir à la mise en place de dispositifs nationaux et régionaux dont pourraient disposer les gouvernements intéressés pour surveiller en permanence la désertification.

#### E. Surveillance

30. A l'alinéa a) ii) du paragraphe 12 de sa décision SS.III/1, le Conseil d'administration prie le Directeur exécutif d'accorder une large place dans le programme de travail à l'adoption des directives et des orientations figurant au chapitre III du rapport du Directeur exécutif (voir UNEP/GCSS.III/3) ainsi qu'au suivi et à l'évaluation de leur efficacité.

Le système des Nations Unies dispose actuellement de trois documents valables traitant du problème de la désertification à l'échelle mondiale dans lesquels figurent des lignes directrices et des orientations :

/...



a) Le Plan d'action pour lutter contre la désertification, adopté par la Conférence des Nations Unies sur la désertification en 1977, que l'Assemblée générale a approuvé. Comme l'indiquent les conclusions et recommandations de l'évaluation externe réalisée en 1990 et approuvée par le Conseil d'administration du PNUE par sa décision 16/22 D du 31 mai 1991, le Plan garde toute sa pertinence;

b) Le chapitre III du rapport du Directeur exécutif à la troisième session extraordinaire du Conseil d'administration (UNEP/GCSS.III/3) dont le Conseil a pris note avec satisfaction à l'alinéa a) iii) du paragraphe 12 de sa décision SS.III/1 dans lequel figure la version révisée des recommandations du Plan d'action;

c) Le chapitre 12 du programme Action 21 qui a été adopté par la CNUED en juin 1992 et approuvé par l'Assemblée générale à sa quarante-septième session.

31. Ces trois documents sont similaires quant aux lignes directrices et orientations y figurant. Aux échelons national et régional, il appartient aux gouvernements de choisir le document dont les lignes directrices présentent le plus d'intérêt pour eux. A l'échelle internationale et mondiale, c'est le programme Action 21, en tant que document le plus récent dont le texte reprend des recommandations antérieures, qui sera utilisé aux fins d'orientation des activités de programmation du PNUE et d'autres organismes et organisations du système des Nations Unies, même si des données précieuses seront puisées dans les documents antérieurs.

32. A sa troisième session extraordinaire, le Conseil avait en outre demandé que soient élaborés des indicateurs de référence et des indicateurs de tendance. Il s'agit là d'une entreprise de longue haleine qui va de pair avec l'élaboration d'autres indicateurs concernant les changements climatiques au titre du programme du Plan Vigie qui intéresse l'ensemble du système. A l'heure actuelle, de nombreux débats ont lieu dans le monde entier au sujet des paramètres qu'il convient de surveiller et des données à rassembler concernant tant les changements physiques qui surviennent que la dimension humaine du problème. Plusieurs initiatives internationales ayant trait au problème de la désertification se poursuivent aux échelles tant mondiale que régionale, comme par exemple le projet conjoint CIUS/CIRP de constitution d'une base de données essentielles et le projet de création d'une base de données numériques mondiale sur les sols et terrains (SOTER) entrepris par le PNUE, la FAO et le Centre international de référence et d'information pédologiques.

33. Le Centre d'activité du programme pour la lutte contre la désertification du PNUE participe activement aux initiatives susmentionnées, en plus du fait qu'il s'occupe de mettre au point ses propres méthodes. Au cours du prochain exercice biennal, l'accent portera sur la mise en place d'un réseau international de sites de surveillance et d'évaluation des changements écologiques et socio-économiques. Des sites seront choisis dans les terres arides des pays qui font partie du réseau. Chaque site, ou de préférence un échantillon de sites représentant différentes situations écologiques, restera propriété nationale, mais sera disponible pour les activités du réseau. Le réseau formera un élément du Plan Vigie et sera doté d'un groupe international

/...

de coordination et d'une banque de données mondiale. Ces plans seront revus après l'adoption d'une convention internationale sur la désertification et la sécheresse.

#### F. Information et base de données

34. En 1991 et en 1992, le PNUE a continué de diffuser des renseignements sur les résultats de ses programmes et sur les problèmes liés à la lutte contre la désertification dans le monde. Les numéros 18, 19, 20 et 21 du Bulletin sur la lutte contre la désertification ont été publiés et distribués; leur tirage est d'environ 4 500 exemplaires en anglais par numéro. L'Atlas mondial de la désertification, établi en 800 exemplaires, qui contient des cartes d'indicateurs thématiques à trois échelles – mondiale, régionale (Afrique) et nationale – accompagnées de plusieurs études de cas concernant différents continents, a été remis aux gouvernements lors de la CNUED ainsi qu'à des spécialistes de la question représentatifs de toutes les régions du monde. Conformément au paragraphe 10 de la décision SS.III/1 du Conseil d'administration, le rapport sur la Situation en ce qui concerne la désertification et la mise en oeuvre du Plan d'action des Nations Unies pour lutter contre la désertification a été publié et présenté au Comité préparatoire de la CNUED. Une nouvelle édition mise à jour de la Bibliographie mondiale sur la désertification (World Desertification Bibliography) a été publiée en 800 exemplaires et distribuée aux bibliothèques, instituts de recherche, organismes des Nations Unies et universités intéressés. Au total, 15 000 exemplaires des publications susmentionnées et d'autres documents concernant la lutte contre la désertification ont été distribués à des spécialistes dans le monde entier au cours de la période considérée.

#### III. GROUPE DE TRAVAIL INTERINSTITUTIONS POUR LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION (IAWGD) ET COORDINATION DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION POUR LUTTER CONTRE LA DESERTIFICATION DANS LE SYSTEME DES NATIONS UNIES

35. Le Groupe de travail interinstitutions pour la lutte contre la désertification (IAWGD) a tenu sa dix-huitième session ordinaire à Genève, au siège de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), les 9 et 10 septembre 1991, immédiatement avant la huitième session du Groupe consultatif pour la lutte contre la désertification (DESCON), pour revoir la documentation établie dans le cadre des préparatifs de la CNUED. Les institutions spécialisées et les organes et organismes des Nations Unies ci-après ont participé à la réunion : FAO, secrétariat de la CNUED, PNUE, UNESCO, BNUS, PNUD, Université des Nations Unies (UNU) et OMM.

36. Le Groupe de travail interinstitutions a tenu sa dix-neuvième session ordinaire à Vienne, les 14 et 15 septembre 1992. Onze organismes et organes des Nations Unies ont participé à cette session, à savoir le Département du développement économique et social de l'ONU (DDES), la CESAP, la CESAO, la FAO, l'UNDRO, le PNUE, l'UNESCO, l'ONUDI, le BNUS, le PAM et l'OMM, et trois organisations sous-régionales, à savoir : le Centre arabe d'étude des terres arides et non irriguées (ACSAD), l'Observatoire Sahara-Sahel (OSS) et la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe (CCDAA). Le Groupe de travail interinstitutions a passé en revue 10 rapports sur la mise en oeuvre du Plan d'action établis par le Département du développement

/...

économique et social de l'ONU (DDES), la CESAP, la CESAO, la FAO, l'UNDRO, le PNUE, l'UNESCO, le PAM et l'OMS; il a également étudié les plans préliminaires arrêtés par les organismes des Nations Unies pour mettre en oeuvre le chapitre 12 du programme Action 21.

37. Les activités entreprises par les organismes des Nations Unies et l'assistance fournie aux pays en développement pour mettre en oeuvre le Plan d'action pour lutter contre la désertification comprennent :

- Une assistance aux pays touchés pour les aider à mettre au point des stratégies de lutte contre la désertification. Cette assistance est fournie par la CESAP, la CESAO, la CEA, la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le PNUD, le PNUE, le BNUS et la Banque mondiale;
- Des projets visant la mise en valeur intégrée des terres. Ces projets sont mis en oeuvre ou soutenus par le DDES, la FAO, le FIDA, le PNUD, le PNUE, l'UNESCO, le BNUS, la Banque mondiale et l'OMM;
- Des activités concernant la planification préalable, la surveillance de l'évolution des sécheresses et les secours d'urgence. Ces activités sont bien établies au sein des programmes mis en oeuvre par le DDES, la FAO, le FIDA, le PNUD, l'UNDRO, le PAM, l'OMS et l'OMM;
- Des projets de recherche et des programmes de développement technologique, soutenus par le DDES, la FAO, le FIDA, le PNUD, l'UNESCO, le PNUE, l'ONUDI, le BNUS et la Banque mondiale;
- Des activités ayant trait à l'évaluation et à la surveillance de la désertification menées par le DDES, la CESAP, la FAO, le FIDA, le PNUD, le PNUE, le BNUS et l'OMM;
- Un soutien aux stages de formation, séminaires et ateliers scientifiques pertinents organisés par la CESAP, la FAO, le FIDA, le PNUD, l'UNESCO, le PNUE, le BNUS, le PAM et l'OMM;
- Des initiatives visant à sensibiliser le public à la dégradation des terres arides, menées à bien par le DDES, la FAO, le FIDA, les commissions économiques régionales, le PNUD, le PNUE, l'UNESCO et le BNUS.

38. A sa dix-neuvième session ordinaire, le Groupe de travail interinstitutions a noté que le chapitre 12 du programme Action 21, qui définit six domaines d'activité, pouvait à juste titre être considéré comme le nouveau cadre des activités relatives à la désertification et aux problèmes liés à la sécheresse. Il a également noté que ce chapitre s'appuyait largement sur le Plan d'action pour lutter contre la désertification, adopté par la Conférence des Nations Unies sur la désertification en 1977. Beaucoup d'organismes qui sont encore en train de mettre au point leur stratégie de mise en oeuvre du programme Action 21 réorientent actuellement leurs activités en cours pour qu'elles s'inscrivent dans ce nouveau cadre, et s'efforcent de lancer de nouvelles activités pour combler les lacunes éventuelles.

39. Le Groupe de travail interinstitutions a ensuite rappelé qu'un gros obstacle à l'application des programmes de lutte contre la désertification était le manque de ressources financières et autres. A cet égard, on a noté que les participants au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) avaient convenu que les projets de lutte contre la désertification pourraient être financés par le Fonds à condition qu'ils relèvent de l'un des quatre domaines prioritaires définis par celui-ci. Le Groupe a jugé important de poursuivre les efforts visant à faire de la désertification une question prioritaire en soi pour le Fonds. Plusieurs membres du Groupe ont souligné que dans le domaine de la prévention des catastrophes et du relèvement des zones sinistrées, on observait une tendance à augmenter l'assistance pour les secours d'urgence au détriment des activités de développement et qu'il fallait trouver les moyens de faire en sorte que les secours d'urgence servent aussi à assurer le développement à long terme.

40. Le Groupe de travail interinstitutions a examiné la proposition figurant dans le programme Action 21 tendant à ce que l'Assemblée générale crée un comité intergouvernemental de négociation qu'elle chargerait d'élaborer une convention internationale sur la désertification; il a été d'avis qu'une telle convention permettrait d'étayer les efforts entrepris à l'échelon national et international pour lutter contre ce phénomène.

#### IV. LE GROUPE CONSULTATIF POUR LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION (DESCON)

41. Par sa décision 16/22 A, paragraphe 9, le Conseil d'administration a autorisé le Directeur exécutif à convoquer la huitième session du Groupe consultatif pour la lutte contre la désertification (DESCON) en tant que session d'un caractère particulier, pour étudier le projet de rapport pour la mise en oeuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification, avant que ce rapport ne soit soumis au Comité préparatoire de la CNUED et à inviter tous les gouvernements, organismes donateurs et organisations intergouvernementales intéressés à participer aux travaux de cette session.

42. La huitième session du Groupe consultatif s'est tenue au siège de l'OMM, à Genève, les 11 et 12 septembre 1991 en présence de représentants de 16 pays (Allemagne, Australie, Botswana, Brésil, Chili, Chine, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Finlande, Japon, Kenya, Nigéria, Pérou, Suède et Suisse), de sept organismes des Nations Unies (FAO, Secrétariat de la CNUED, PNUE, UNESCO, BNUS/PNUD, UNU et OMM), de l'organisation non gouvernementale italienne CSARE-SILVA, de l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD), de la Banque islamique de développement et de 12 consultants indépendants invités par le PNUE.

43. Le Groupe consultatif a examiné le projet de rapport du PNUE sur la situation en ce qui concerne la désertification et la mise en oeuvre du Plan d'action des Nations Unies pour lutter contre la désertification, le projet de rapport du Secrétaire général sur les études de financement demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/172 relative au Plan d'action, et le chapitre 6 du rapport sur l'état de l'environnement, qui est consacré à la désertification et autres types de dégradation des sols. Les observations et

suggestions du Groupe ont été incorporées dans les principaux documents qui ont été présentés au Conseil d'administration à sa troisième session extraordinaire et, ultérieurement, à la quatrième session du Comité préparatoire de la CNUED et au Secrétaire général de l'ONU.

V. MESURES DE FINANCEMENT ET AUTRES MESURES VISANT A ETAYER  
LE PLAN D'ACTION POUR LUTTER CONTRE LA DESERTIFICATION

Etudes techniques

44. Dans sa résolution 44/172 A en date du 19 décembre 1989, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'entreprendre, avec l'aide du Directeur exécutif du PNUE, des études sur le financement du Plan d'action pour lutter contre la désertification et d'autres moyens de soutenir la mise en oeuvre de ce Plan. Ces études ont été réalisées par le PNUE et revues par plusieurs groupes d'experts, par le Groupe interinstitutions pour la lutte contre la désertification (IAWGD) à sa dix-huitième session, par le Groupe consultatif pour la lutte contre la désertification (DESCON) à sa huitième session, et par le Conseil d'administration à sa troisième session extraordinaire. Ces études ont ensuite été transmises au Comité préparatoire de la CNUED à sa quatrième session pour qu'elles soient prises en compte dans la rédaction des chapitres pertinents du programme Action 21.

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

45. Le 30 avril 1992, les participants au FEM ont décidé que les questions intéressant la dégradation des sols, en particulier la désertification et le déboisement, pourraient bénéficier d'un financement du FEM, étant donné qu'elles relèvent des domaines prioritaires définis par le Fonds. Le PNUE et le PNUD ont organisé à Nairobi, du 28 au 30 octobre 1992, un atelier technique pour étudier les principaux problèmes mondiaux posés par la désertification et la dégradation des sols ayant directement trait aux objectifs du FEM, tels qu'ils sont actuellement définis, et pour étudier d'autres questions de portée internationale intéressant le FEM mais n'entrant pas actuellement dans le cadre de ses activités. A l'issue de cet atelier, les 21 participants, qui comprenaient des experts des cinq continents et des représentants de la FAO, du PNUD, du PNUE, du BNUS, de la Banque mondiale et de l'OMM, ont formulé des recommandations pour que le FEM les examine lorsqu'il se réunirait à Abidjan en décembre 1992. A cette réunion, les membres du FEM ont réitéré la décision qu'ils avaient prise antérieurement, le 30 avril 1992, mais ne sont pas parvenus à décider par consensus de considérer la dégradation des sols comme un domaine d'action prioritaire du FEM de plein droit.

Le Groupe consultatif pour la lutte contre la désertification (DESCON)

46. Dans sa décision 16/22 B, le Conseil d'administration a recommandé que "l'on modifie le mandat du Groupe consultatif pour la lutte contre la désertification, de sorte que ses activités soient davantage axées sur l'échange et la coordination des informations, sur l'examen de l'état d'avancement du Plan d'action pour lutter contre la désertification et l'échange d'informations sur les recherches scientifiques entreprises dans ce domaine, sur les programmes nationaux et sur l'application du Plan d'action pour lutter contre la désertification ainsi que sur la fourniture d'avis aux fins de l'adoption de

/...

nouvelles mesures de lutte, en attendant que l'Assemblée générale donne suite aux recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement". Conformément à cette décision, le Groupe consultatif n'a pris aucune décision en vue du financement du Plan d'action.

47. En outre, dans sa décision 16/22 A, le Conseil d'administration a invité "les gouvernements et organismes intergouvernementaux donateurs, y compris organismes d'aide et organisations non gouvernementales, à accorder un degré de priorité élevé dans leurs activités d'assistance bilatérale et multilatérale aux programmes nationaux de lutte contre la désertification et de remise en état des terres dégradées, et à prendre en considération la promotion des programmes à long terme de remise en état des écosystèmes et des structures sociales dans les régions sujettes à la désertification". Dans sa décision 16/22 B, le Conseil d'administration a invité "la communauté internationale à créer des conditions économiques et financières propices pour que les pays sujets à la désertification puissent consacrer une part suffisante de leurs ressources à la lutte contre ce phénomène". Malgré le besoin urgent d'une action dans ce domaine, aucun pays et aucun organisme n'ont encore signalé des progrès tangibles pour ce qui est d'accorder une priorité élevée aux programmes visant à lutter contre la désertification et à remettre en état les terres dégradées.

#### VI. LES ACTIVITES DU BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LA REGION SOUDANO-SAHELIEENNE (BNUS) EN 1991 ET EN 1992

##### Introduction

48. En 1991 et en 1992, le BNUS a poursuivi son programme d'aide intensive aux pays de la région soudano-sahélienne visant à assurer un développement économique et social durable. L'action du BNUS au cours de cette période a été axée sur trois grands domaines : le renforcement ou la mise en place de capacités nationales de planification et de coordination pour améliorer la gestion des ressources naturelles, les activités opérationnelles sur le terrain, et l'information et la sensibilisation du public. Toutes ces activités ont été accompagnées de campagnes visant à mobiliser des ressources. En outre, conformément à la résolution 44/172 B de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1989 et de la décision 16/22 C du Conseil d'administration en date du 31 mai 1991, le BNUS, dans le cadre de son programme de travail pour 1991 et 1992, a aidé les pays de la région soudano-sahélienne à se préparer pour la CNUED.

##### A. Planification, coordination et surveillance

49. Durant la période considérée, le BNUS a continué de renforcer son programme d'assistance pour aider à planifier, coordonner et surveiller l'utilisation durable des ressources productives. La démarche stratégique consistera soit à renforcer, soit à mettre en place des mécanismes institutionnels ou interministériels qui permettront de coordonner l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources naturelles et la mise en oeuvre du programme. Le BNUS soutient actuellement l'élaboration de stratégies dans 17 pays de la région soudano-sahélienne, en menant des activités à divers niveaux, selon la situation particulière de chaque pays. Le soutien financier que le BNUS apporte à ces activités est en moyenne, sur une période de un à deux ans, de l'ordre de 200 000 à 400 000 dollars par activité.

/...

50. L'expérience acquise lorsqu'il s'est agi d'aider le Centre de surveillance écologique du Sénégal a conduit à adopter, pour renforcer les capacités nationales, enrichir les bases de données et mettre en place des réseaux nationaux de surveillance écologique, qui sont tous des outils essentiels de la gestion de l'environnement, une stratégie qui tient davantage compte des besoins des demandeurs. Le BNUS lance actuellement de nouvelles activités dans le domaine des systèmes d'information écologique (SIE) dans plusieurs pays : Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Ghana, Ethiopie, Mali, Niger, Ouganda et République-Unie de Tanzanie. Dans le même temps, grâce à un soutien du BNUS, le Centre de surveillance écologique du Sénégal est en voie de devenir une institution indépendante, capable de s'autofinancer, qui remplit également le rôle de Centre régional de formation.

51. Le BNUS a continué d'harmoniser les différents programmes concernant la gestion des ressources naturelles et de l'environnement commencés dans la région. De nouvelles réunions consultatives ont été organisées au siège du BNUS en avril 1991 et en novembre 1992, qui rassemblaient des représentants des organisations concernées par ces travaux d'harmonisation, à savoir le PNUD, le PNUE, la FAO, le BNUS, la Banque mondiale, l'UICN - l'Alliance mondiale pour la nature.

52. A la lumière des décisions de la CNUED, le BNUS élargit actuellement les programmes visant l'établissement d'un cadre stratégique afin de contribuer aux nouvelles initiatives du PNUD dans le domaine de la création et du renforcement des institutions, pour être en mesure de développer et de financer les activités visant à doter les pays de moyens dans le domaine de l'environnement. C'est un domaine dans lequel le BNUS a une expérience considérable et devrait donc jouer un rôle de pionnier.

53. En coopération avec le PNUD, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAfD), le BNUS a créé en 1992 un dispositif conjoint pour le programme régional, qui vise à renforcer les capacités nationales afin de faciliter la prise en compte de l'environnement dans tous les aspects de la planification du développement. Ce dispositif visera aussi à la mise en place d'un réseau d'experts et d'instituts africains, dans le but de favoriser la coopération technique entre pays africains.

54. Parmi les autres initiatives qui ont permis d'améliorer l'échange d'informations au niveau régional figure la coopération du BNUS avec l'Observatoire Sahara-Sahel (OSS). Ces organismes ont publié conjointement, en 1992, un document intitulé "Etude des structures d'observation" qui donne un résumé détaillé des principales activités de surveillance de l'environnement.

#### B. Activités opérationnelles sur le terrain

55. Les projets et les programmes du BNUS sont principalement axés sur la gestion intégrée des ressources dans des domaines thématiques précis tels que gestion communale intégrée des terres, développement des activités pastorales et gestion des terrains de parcours. Des méthodes et techniques novatrices et facilement applicables ont été conçues en tenant compte des fruits de l'expérience et peuvent, à la fois, être intégrées dans les plans d'exploitation durable des ressources naturelles et utilisées dans d'autres secteurs où les problèmes écologiques sont similaires. Cette démarche est tout à fait conforme

/...

à la ligne adoptée dans le programme Action 21 pour les activités de lutte contre la sécheresse et la désertification.

56. En 1991-1992, de nouveaux projets sur le terrain ont été approuvés visant, entre autres, au développement des activités agro-pastorales (Kenya, Tchad), à la protection des terres et à la lutte contre la désertification (Ouganda, Soudan), à l'éducation et à la sensibilisation en matière d'environnement (Bénin), et à la réalisation des activités nationales prévues dans le cadre d'un programme régional de réhabilitation des terres plus particulièrement axé sur la production de semences d'arbres (Djibouti, Ethiopie, Ouganda, Soudan). De nouvelles phases d'activités ont été également approuvées pour plusieurs projets en cours, comme l'assistance à la gestion de la ceinture verte autour de Niamey (Niger) et d'autres projets régionaux.

57. Au Soudan, un nouveau projet de gestion communale des terres intéressant 20 000 personnes réparties dans 66 villages des environs de El Odaya (région de Kordofan) vient d'être lancé. Axé sur la lutte contre la désertification, ce projet qui, en incitant les intéressés à mettre en valeur et gérer eux-mêmes leur milieu, vise à rendre les communautés rurales autonomes, est financé par un fonds autorenouvelable dont 25 % du montant sera consacré aux activités proposées par les femmes au niveau des villages.

58. En Ouganda, le projet intéressant les femmes du Karamoja vise à favoriser le développement socio-économique et la protection de l'environnement dans cette région qui est la plus aride du pays et la plus menacée par la sécheresse. Le projet prévoit un plan pilote de crédit novateur pour financer le développement agricole, agroforestier et horticole de la région et doit inciter la communauté villageoise à participer à la gestion des ressources naturelles, avec la collaboration des femmes aux stades de la conception et de l'exécution.

59. Le Programme du Sahel lancé avec un budget total de plus de 25 millions de dollars étalé sur cinq ans prévoit, au Burkina Faso, Niger et Sénégal, une gestion des terres par les villageois. Il s'agit, avec la participation des bénéficiaires, de mettre au point des techniques de gestion des ressources naturelles et d'exploitation des terres facilement applicables, tant à l'échelon national que dans d'autres régions analogues, et de concevoir et d'appliquer, avec la collaboration des villages concernés, des plans de gestion des terres.

60. Des projets novateurs de lutte contre la désertification portant, entre autres, sur la gestion des terres agricoles et des terrains de parcours ont été conçus à l'intention du Bénin, de l'Erythrée, du Kenya, du Niger et du Soudan.

61. Deux nouveaux projets interrégionaux mettent tout particulièrement l'accent sur la coopération avec les organisations non gouvernementales. Le premier, lancé par l'ONG SOS Sahel, est consacré à la conception et à l'amélioration des méthodes participatives d'évaluation; le second, mis en place par l'Institut international pour l'environnement et le développement, vise à instaurer un dialogue et une collaboration à long terme entre les chercheurs et les organisations non gouvernementales.



### C. Activités dans le domaine de l'information

62. La sensibilisation et l'information sont des activités à part entière du programme du BNUS. La documentation établie pour la CNUED sur la sécheresse, la désertification et des modes de production de remplacement a permis de mieux faire connaître les problèmes de sécheresse et de désertification qui touchent la région soudano-sahélienne. Les Notes d'information pour la CNUED ont été rédigées pour faciliter les travaux des délégués de la région soudano-sahélienne à la session du Comité préparatoire en mars 1992 et à la Conférence elle-même. Le rapport du BNUS pour 1990-1991 ainsi qu'une production vidéo sur ses activités ont été conçus à l'intention d'un large public ainsi que dans le but de fournir des informations et de mobiliser des ressources dans les pays, au sein du système des Nations Unies et de la communauté des donateurs.

63. Le BNUS a élaboré deux ouvrages techniques pour vulgariser les résultats des expériences de terrain qui pourraient avoir une utilité pratique, l'un traitant du reboisement en Ethiopie et l'autre de la lutte contre l'avancée du désert en Mauritanie. Il a également participé à la réalisation d'un film couronné d'un prix et largement distribué, intitulé "Rivières de sable" qui relate l'histoire d'un projet de réhabilitation des bourgoutières (zone plantée d'Echinochloa stagnina) couronné de succès dans la partie supérieure du delta du fleuve Niger ainsi qu'à la réalisation de documentaires vidéo sur certains de ses projets, l'un, terminé, sur la protection de la route de l'espoir (Mauritanie) contre l'avancée du désert et l'autre, en préparation, sur la réhabilitation de la gomme arabique au Soudan.

### D. Mobilisation des ressources

64. Le PNUE et le PNUD appuient conjointement le BNUS aux fins d'application du Plan d'action dans la région soudano-sahélienne en fournissant le capital de départ pour l'identification, l'élaboration et la gestion des projets, la mise en place de projets pilotes, l'assistance aux activités et aux organisations régionales, l'information, la sensibilisation et la formation. Lors de l'adoption de son budget-programme, le Conseil d'administration du PNUE, reconnaissant l'importance des travaux du BNUS et du soutien que lui apportent conjointement le PNUE et le PNUD, a approuvé le doublement de l'appui au programme pour l'exercice biennal 1991-1992.

65. Les contributions aux ressources générales du BNUS ont progressé régulièrement, passant de 2,9 millions de dollars en 1984 à 8,3 millions en 1991, tout comme les crédits affectés à des fins particulières. Au cours de l'exercice biennal 1991-1992, 52 nouveaux projets ont été approuvés pour un montant total de 22 386 501 dollars. Les sommes attribuées varient énormément selon les projets, pouvant aller de 3 000 dollars pour les projets d'appui à environ 7 millions de dollars pour les projets de plus grande envergure; cela montre que le BNUS est à même de répondre aux besoins les plus divers.

66. Cependant en 1992, les donateurs, dans l'expectative des résultats de la CNUED et de la restructuration du système des Nations Unies, et inquiets de la situation économique internationale, ont considérablement réduit leur aide financière. Mais dans un même temps, la CNUED a donné une nouvelle impulsion en demandant des fonds supplémentaires pour s'attaquer aux problèmes de la région soudano-sahélienne et donner une suite concrète au programme Action 21. Tenant

compte de ces éléments, le BNUS a entamé une nouvelle série de consultations avec les donateurs traditionnels et commencé à prospecter pour en trouver de nouveaux.

67. Le BNUS a également étudié la possibilité de recourir à d'autres mécanismes de financement tels que le FEM, les fonds multilatéraux, les banques de développement régionales et sous-régionales ainsi que le secteur privé, notamment les fondations caritatives et les particuliers. Les membres du FEM sont convenus que les projets consacrés à la dégradation des terres (désertification et déboisement) pourraient être financés par le FEM à condition qu'ils relèvent de l'un ou de plusieurs des quatre domaines définis comme prioritaires par le FEM, et qu'ils soient justifiés.

68. Le BNUS, le PNUD, le PNUE et la Banque mondiale ont organisé un atelier à Nairobi, en octobre 1992, à l'intention de spécialistes éminents de la dégradation des terres, de la désertification et du déboisement en vue de définir des critères qui légitimaient le financement par le FEM des projets relatifs à la dégradation des terres et de montrer que l'ampleur de la désertification à l'échelle planétaire justifiait d'en faire un domaine d'activité prioritaire du FEM. Les conclusions de cet atelier ont été communiquées en décembre 1992 à la réunion des membres du FEM. A cette même réunion, le BNUS a présenté, pour dernier examen et approbation, deux projets pouvant s'inscrire dans la quatrième tranche du FEM, l'un concernant le Bénin et l'autre le Soudan, qui visent à conjuguer la lutte contre la désertification avec un plan de retenue du carbone grâce à de meilleurs systèmes communaux d'utilisation des terres qui éviteraient une surexploitation des terres marginales.

69. De nouvelles initiatives ont été lancées dans le cadre de la collaboration avec les banques régionales de développement, notamment le dispositif mixte pour le programme régional mentionné au paragraphe 53 ci-dessus appuyé par le BNUS, le PNUD, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Le BNUS, pour canaliser les ressources en provenance des sociétés, trusts et particuliers, participe aux efforts de mobilisation des ressources dans le cadre du Fonds de lutte contre la sécheresse créé par l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

#### E. Préparatifs et suivi de la CNUED

##### Préparatifs de la CNUED

70. Pour le BNUS, les préparatifs de la CNUED ont consisté à aider les pays de la région soudano-sahélienne à profiter pleinement de l'occasion que leur offrait la Conférence pour mettre en relief l'interdépendance des questions d'environnement et de développement et prendre en compte la dimension écologique dans le développement national. Il était particulièrement important pour les pays de la région soudano-sahélienne que la sécheresse et la désertification figurent parmi les questions que la Conférence devait traiter en priorité. Aussi, le BNUS a aidé les pays à définir leurs priorités, en participant à la mise en place de comités nationaux pour la CNUED et à l'établissement de rapports nationaux, en prévoyant des activités de sensibilisation aux questions intéressant la Conférence et en aidant différents pays à participer aux sessions préparatoires ainsi qu'à la Conférence elle-même.

/...

71. Le BNUS, dans le cadre du Comité directeur mixte auquel il participe avec le Comité (permanent) inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD), a organisé deux réunions sous-régionales, l'une à Ouagadougou en février 1991, l'autre au Caire en juillet 1991, pour encourager les pays de la sous-région à adopter une approche concertée face aux problèmes qui leur sont communs. Ces réunions ont débouché sur une plate-forme d'action des pays de la région soudano-sahélienne pour les préparatifs et le suivi de la CNUED qui a été utilisée pour définir la Position commune africaine présentée à la CNUED.

72. En tant que membre du secrétariat mixte dont font également partie le PNUD, le PNUE, la CEA, l'OUA, la Banque africaine de développement (BAfD) et le secrétariat de la CNUED, le BNUS a participé à l'organisation et au déroulement des activités préparatoires à la Réunion des ministres africains de la planification et de l'environnement qui a eu lieu à Abidjan en novembre 1991 et a adopté la Position commune africaine.

73. Le BNUS, au sein du groupe de travail du Comité préparatoire de la CNUED chargé de la question des terres et de l'agriculture, a étroitement collaboré avec le secrétariat de la CNUED et d'autres institutions des Nations Unies et contribué à la préparation des notes d'information sur les questions africaines destinées à la Conférence et à la définition des domaines d'activité relatifs à la sécheresse et à la désertification à insérer dans le chapitre 12 du programme Action 21. A ce titre, le BNUS a réalisé deux études détaillées, l'une sur l'évaluation de la désertification et de la sécheresse ayant sévi entre 1985 et 1991 dans la région soudano-sahélienne, en application du paragraphe 3 de la décision 16/22 C du Conseil d'administration, qui complète le rapport du PNUE sur la "situation en ce qui concerne la désertification et la mise en oeuvre du Plan d'action des Nations Unies pour lutter contre la désertification" (UNEP/GCSS.III/3), l'autre sur de "nouveaux modes de production et moyens propres à garantir durablement la subsistance dans les terres marginales" qui, à partir d'exemples recueillis dans le monde entier, recense les différentes sources possibles de revenus dans les écosystèmes fragiles.

#### Programme Action 21

74. La CNUED a permis d'attirer l'attention, fait sans précédent depuis la tenue en 1977 de la Conférence des Nations Unies sur la désertification, sur la dimension planétaire et sur la gravité des problèmes de désertification et de sécheresse. Ce sont là les deux problèmes écologiques fondamentaux que connaissent les pays situés dans les régions arides, semi-arides et subhumides d'Afrique et c'est pourquoi ils ont été inscrits comme étant prioritaires à l'ordre du jour de la Conférence.

75. Le chapitre 12 du programme Action 21, qui contient les décisions adoptées par la Conférence en matière de sécheresse et de désertification, donne des lignes directrices pour les futures activités et fournit une base d'évaluation pour celles en cours, servira désormais de cadre de référence pour toutes les mesures prises pour lutter contre la désertification. Six domaines ont été définis dans lesquels seront entreprises des activités pour lutter contre la désertification, la sécheresse et leurs causes sous-jacentes, principalement la pauvreté. Pour ce faire, on s'est principalement inspiré du Plan d'action pour

lutter contre la désertification adopté en 1977 par la Conférence des Nations Unies sur la désertification que le BNUS avait déjà été chargé, pour le compte du PNUE, de faire appliquer dans la région soudano-sahélienne.

76. L'approche qui associe développement social et gestion des ressources naturelles adoptée par le BNUS ainsi que ses activités en cours s'inscrivent parfaitement dans la ligne du programme Action 21. La perspective adoptée et l'expérience acquise en près de 20 ans de participation à la lutte menée par les pays des régions arides contre la sécheresse et la désertification militent en faveur du rôle que pourrait jouer le BNUS dans la lutte contre la désertification préconisée dans le programme Action 21.

#### Suivi de la CNUED

77. Le programme Action 21 donne des lignes directrices pour le développement futur du BNUS qui insistent sur le renforcement du programme actuel d'aide à la planification, à la mise en place et à la coordination de programmes et de projets en cours et sur l'étude de nouveaux aspects des plans d'intervention en cas de sécheresse et la recherche de nouveaux modes de production.

78. Conformément à la demande formulée au chapitre 12 du programme Action 21 concernant le projet de convention sur la lutte contre la désertification, l'Assemblée générale, par sa résolution 47/188 du 22 décembre 1992, a décidé de créer un Comité intergouvernemental de négociation pour l'élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, qui serait chargé de mettre au point la version définitive d'une telle convention d'ici à juin 1994. Dans la même résolution, l'Assemblée générale invitait le BNUS "à aider les pays relevant de son mandat dans leurs préparatifs et leur participation au processus de négociation et à réunir les ressources nécessaires à cette fin". Le BNUS a participé activement à la réunion de consultation organisée par l'OUA à Addis-Abeba en octobre 1992 en aidant les pays africains à préparer les négociations en se mettant d'accord sur les questions et objectifs prioritaires et autant que possible en adoptant une position et une approche communes.

79. Pour pouvoir lancer des activités dans les domaines définis dans le chapitre 12 auxquels il n'avait pas jusqu'ici accordé d'importance particulière, le BNUS a conçu des programmes d'ensemble permettant de se préparer aux sécheresses et d'en atténuer les effets qui tiennent compte de la planification nationale. Le BNUS participe également à la mise en place de programmes de recherche sur d'autres moyens de subsistance envisageables dans les régions menacées par la sécheresse et la désertification qui permettront d'atténuer la pauvreté et d'apporter une aide aux "réfugiés écologiques".

80. Il est demandé au paragraphe 27 du chapitre 38 du programme Action 21 que soit renforcé le rôle du BNUS qui opérerait sous la tutelle du PNUD et avec l'appui du PNUE pour lui permettre d'assumer le rôle consultatif de premier plan et de participer activement à la mise en oeuvre des dispositions du programme Action 21 relatives à la lutte contre la sécheresse et la désertification et à la gestion des ressources terrestres. Tous les pays touchés par la sécheresse

et la désertification, notamment en Afrique, et plus particulièrement encore les pays les plus vulnérables ou ceux classés comme étant les moins avancés, pourraient ainsi bénéficier de l'expérience acquise par le BNUS au fil des années.

81. Le BNUS, s'inspirant des relations étroites qu'il entretient avec le CILSS et l'IGADD, cherche à se rapprocher des organisations régionales et sous-régionales concernées telles que la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (CCDAA) et l'Union des pays arabes du Maghreb. Le BNUS a également renforcé sa collaboration avec d'autres partenaires régionaux tels que l'OUA, la CEA et la BAfD, en particulier au niveau des consultations sous-régionales, des programmes stratégiques communs pour l'application des dispositions prévues au chapitre 12 du programme Action 21 et pour faciliter les négociations en vue d'une convention pour la lutte contre la désertification.

82. Pour que les initiatives du BNUS portent leurs fruits, il faudra néanmoins qu'il dispose des ressources additionnelles importantes qui lui permettront d'améliorer son programme d'assistance, de maintenir l'impulsion donnée par la CNUED et d'appliquer le programme d'action qui aura été défini.

-----